

# LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

RÉDACTION et ADMINISTRATION  
88, rue du XXXI Décembre - Genève  
Téléphone 14.05

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an  
} Autres pays. 9 fr. —

## Le Rhin et l'Adriatique

Un exemple frappant de l'art que la diplomatie a d'embrouiller les choses nous est fourni par la tentative italienne de lier la question du Rhin à la question adriatique, et de placer ainsi les revendications italiennes sur le même terrain que celles de la France. Cette tactique de la délégation italienne est accueillie en France avec un déplaisir manifeste, et la grande majorité du peuple français est opposée à ce que les légitimes prétentions françaises soient exploitées pour des fins impérialistes italiennes. Nous avons déjà signalé les velléités italiennes, qui se sont manifestées d'abord sous la forme du bloc latin, et qui ont fini par se préciser davantage et se présenter sous leur aspect véritable, celui des compensations. L'Italie a été par trop habituée au système des compensations consacré par le traité de la Triple-Alliance, pour pouvoir l'abandonner facilement. Comme elle voit aujourd'hui la France en situation de prendre des garanties réelles contre l'Allemagne, elle voudrait profiter de l'occasion pour réaliser ses projets impérialistes dans l'Adriatique. Détournant le sens et la nature des revendications françaises et s'inspirant du système des compensations, l'Italie cherche à justifier ses demandes en tentant de démontrer que les annexions qu'elle projette n'introduiront pas en Italie plus d'éléments étrangers qu'il n'y en aura dans d'autres pays alliés.

Qu'il nous soit permis de dire notre opinion au sujet des revendications françaises, bien qu'il eût été plutôt du devoir des publicistes français de faire leurs réserves à propos de la tactique italienne. Le peuple serbe, avec tous ses frères croates et slovènes, connaît trop le danger germanique pour ne pas souligner chaque mot du programme politique de la France. Nous sommes tous parfaitement conscients du fait que le peuple allemand se relèvera, tôt ou tard, de sa défaite, et qu'un retour offensif de sa part n'est pas exclu. Nous n'avons pour ce qui nous concerne, aucune envie de nous arranger avec l'Allemagne, malgré ses transformations républicaine et socialiste, et comme l'héroïque France ne manifeste, de son côté, pas le moindre désir d'une entente ultérieure avec le germanisme, nous nous trouvons sur la même ligne qu'elle. Sans parler des sympathies profondes que nourrit notre peuple pour la France et dont tous les Français qui connaissent notre pays ont pu se convaincre sur place, nous avons donc un intérêt essentiel à rester unis à la France par notre politique extérieure. Le même ennemi nous guette et nous comprenons, nous sentons profondément même la nécessité dans laquelle se trouve la France, meurtrie par une agression criminelle, de demander des garanties réelles contre le renouvellement d'une pareille catastrophe. Mais c'est précisément parce que nous approuvons complètement et intégralement le point de vue français dans la question de la frontière du côté du Rhin — point de vue qui n'est nullement annexionniste et qui n'est dicté que par des raisons de légitime défense — que nous repoussons avec la plus grande énergie la tentative italienne qui vise à nous identifier avec les Allemands et à prendre des garanties aux dépens de notre intégrité nationale.

Nous souhaitons vivement que la justesse des arguments français soit reconnue par la Conférence et que nos grands amis de France, auxquels nous devons une gratitude éternelle, se trouvent au lendemain de la paix au moins

dans un état de sécurité relative. Nous ne marchandons pas notre amitié et notre amour, mais ce que nous pouvons dire franchement et ouvertement c'est que, lorsque sonnera pour elle l'heure du danger et quel que soit ce danger, la France peut être certaine de nous retrouver à ses côtés. Et en disant cela, nous savons que nous exprimons les sentiments unanimes de toute la nation serbo-croato-slovène.

L. M.

### L'incident diplomatique relatif au ministre d'Italie à Belgrade

(Communiqué officiel du Gouvernement)

Le 19 décembre dernier, par l'intermédiaire de son chargé d'affaires, à Belgrade, le gouvernement italien a demandé l'agrément de notre cour royale à la nomination de son nouveau ministre plénipotentiaire, prince Livio Borghèse, remplaçant le ministre comte Sforce. Le gouvernement royal a répondu, le 21 décembre, par son acceptation. Le nouveau ministre est arrivé à Belgrade et a remis ses lettres de créance au ministre royal des Affaires étrangères. Cependant, le 21 février, un événement important était survenu entre le moment où fut donné le consentement du gouvernement royal et l'arrivée du nouveau ministre. Le 25 décembre dernier, fut notifiée, comme on le sait, la création du nouveau royaume des Serbes-Croates et Slovènes. Ainsi que tous les Alliés, l'Italie fut informée de cet acte. Les lettres de créance de Son Excellence le prince de Borghèse étant adressées à Sa Majesté le roi de Serbie, le ministère des Affaires étrangères a fait savoir à Son Excellence le ministre que ses lettres ne pouvaient être acceptées après la notification de la création de notre nouvel Etat, car elles étaient adressées à Sa Majesté le roi de Serbie et par suite ne porteraient pas les titres réguliers dus au souverain. Accepter, en effet, un acte semblable serait donner son agrément contrairement à la notification du 25 décembre et le gouvernement royal encourrait de ce fait une grave responsabilité, et cela pour des raisons évidentes. Il est vrai que le royaume d'Italie n'a pas reconnu le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, mais le gouvernement royal ne peut en ce qui le concerne accomplir un acte en contradiction absolue avec les lois fondamentales du nouveau royaume reconnu déjà d'ailleurs par les gouvernements de Norvège, de Grèce, des Etats-Unis et de Suisse. En présence de cette situation, et convaincu que cet état provisoire serait de courte durée, le ministre des Affaires étrangères, a proposé au nouveau ministre de remplir officieusement ses fonctions jusqu'à ce que la question de la reconnaissance soit réglée. Le ministre italien n'y a pas consenti. Il est parti peu après en congé pour Budapest, ainsi qu'il l'a déclaré au sous-secrétaire d'Etat des Affaires étrangères. Le royaume d'Italie continue donc à être représenté par un chargé d'affaires comme il l'était avant l'arrivée de Son Excellence le prince Livio Borghèse.

## Combattons le bolchévisme !

Le problème russe commence à inquiéter même les plus optimistes. On s'aperçoit, un peu tardivement, que toute politique doit être faite d'action et que, d'une façon ou d'une autre, il faut réagir contre tout un mouvement destructif qui menace de se répandre partout où l'on a eu l'imprudence de l'accueillir les bras croisés. L'erreur fondamentale de ceux qui s'opposent à une lutte ouverte contre le gouvernement bolchéviste et qui allèguent l'obligation que l'on aurait de ne pas se mêler des affaires intérieures russes, réside précisément dans la fausse conception qu'ils se font du bolchévisme et de sa nature propre. Les bolchévistes ne représentent pas un parti russe qui aurait conquis le pouvoir et qui serait actuellement combattu par d'autres partis politiques. Si les bolchévistes étaient un parti purement russe, il ne serait que logique de s'abstenir de toute intervention en Russie. Le devoir des Alliés serait, dans ce cas-là, d'établir des rapports réguliers avec le gouvernement de Lénine et de les maintenir aussi longtemps que celui-ci exercerait le pouvoir d'Etat. Malheureusement, et c'est sur quoi il importe d'insister, les bolchévistes ne représentent pas un des partis politiques russes. Ce sont des gens qui se proposent de gouverner non-seulement la Russie, mais l'Europe et le monde entier.

On se trouve en présence d'un cas tout-à-fait nouveau. Un gouvernement d'Etat prétend se mêler des affaires intérieures des autres Etats, pour les transformer et les adapter à ses principes et à sa doctrine sociale. Les Alliés ont beau vouloir se retrancher derrière le principe de la non-intervention, les bolchévistes cultivent, eux, la théorie opposée, celle de l'intervention active dans tous les pays. Si les Alliés ne vont pas chez les bolchévistes ceux-ci iront chez eux, car ce n'est pas l'envie qui leur en manque.

Il est à remarquer que le bolchévisme est parfaitement conscient de l'envergure de son action, et qu'il poursuit son but avec une ténacité extraordinaire. Sa doctrine repose sur des arguments tirés de l'organisation internationale contemporaine. Les bolchévistes font valoir le fait que les grandes puissances, qui représentent l'ordre social actuel, s'arrogent le droit de gouverner le monde et de former même une Ligue des Nations, organisée en somme sur la base des rapports existants. Partant

de là, ils estiment que pour faire triompher leurs principes, ils sont autorisés, eux aussi, à empiéter sur les affaires intérieures de tous les pays et à préparer l'établissement du pouvoir terroriste de la masse. Aucune dialectique au monde ne pourra convaincre les chefs bolchévistes qu'ils sont dans le faux, ou qu'ils y sont plus que les chefs des démocraties contemporaines, avec leurs théories sur l'évolution progressive. D'après la doctrine bolchéviste, une théorie vaut l'autre, et c'est à qui l'emportera.

Aussi, ne pas vouloir combattre le bolchévisme directement, là où se trouve son foyer principal, c'est-à-dire en Russie, est-ce faire preuve d'une faiblesse coupable, dont les conséquences peuvent être funestes pour l'avenir de l'humanité tout entière?

Le bolchévisme n'est pas la Russie, et il faut se guérir de l'illusion si répandue qu'en combattant les bolchévistes, on se mêlerait des questions intérieures russes. Répétons-le : en tuant le bolchévisme, on ne tue pas un parti politique russe, mais un mal international qui a son siège central en Russie, mais qui n'est pas spécifiquement russe.

Lorsque nous disons que les Alliés doivent combattre le bolchévisme directement et énergiquement, nous ne pensons pas que l'unique moyen consiste dans l'envoi de fortes armées alliées en Russie. Si cela est nécessaire, il faudra cependant le faire, car il est préférable, en tout cas, de se battre contre les bolchévistes en Russie, plutôt que sur le Rhin. Toutefois, avant de songer à de telles entreprises militaires, la première chose à faire est de se décider à reconnaître que le bolchévisme est un ennemi redoutable qu'il faudra écraser, dans le sens libéral du mot. Ne pactisons pas avec un mouvement qui sème la terreur et qui tend à la ruine de la société contemporaine. Pas de compromis avec un gouvernement qui se servirait d'un accord tacite pour prendre du souffle et pour recommencer avec de nouvelles forces le siège de l'Europe contemporaine ! Se dissimuler le danger bolchéviste, c'est compromettre la paix si chèrement payée, c'est exposer les peuples à une nouvelle épreuve, plus terrible que celle que nous venons de traverser. Et du moment que les pays de l'Europe orientale sont le plus menacés à l'heure actuelle, c'est par eux que l'Europe doit commencer sa croisade contre le fléau bolchéviste.

## La seconde révolution magyare

Par sa forme, la révolution magyare qui vient de se dérouler se distingue très peu de celle de novembre dernier. Pressé, alors, par la crainte de l'invasion des troupes françaises et serbes venant de Macédoine, le comte Tisza et autres comtes se retirèrent en bon ordre de la politique du jour et le gouvernail du bateau d'Etat fut pris par le comte Carolyi, qui se proposa de sauver l'intégrité de l'Etat magyare, c'est-à-dire, la domination de 9 millions de Magyars sur un nombre égal de non-Magyars. Ce ne fut que plus tard que les Magyars consentirent un sacrifice à l'Entente. Ils assassinèrent le comte Tisza, dans l'espoir d'être richement compensés pour avoir sacrifié un bouc-émissaire « coupable ».

Ce fut à peu près tout le sang que la première révolution magyare a coûté à la Hongrie. Les frais en sang de la seconde furent nuls. Le communiste Kun Béla, emprisonné hier encore, devient sur un signe de Carolyi, le commissaire du peuple aux affaires étrangères. Les commissaires, prisonniers d'hier, se fusionnent avec les social-démocrates, ceux-là mêmes qui les avaient enfermés. Ce processus se fait sans lutte, sans qu'une goutte de sang soit versée. L'« Ami de l'Entente », le comte Carolyi, n'a pas été tué, il ne le sera jamais, car il ne doit pas être tué.

Voilà en quoi consiste la différence entre les deux révolutions magyares. Si l'on veut aller au fond des choses, on voit que cette différence microscopique n'est qu'apparente et que les deux révolutions se ressemblent comme deux gouttes

d'eau. Elles ont toutes deux le même mobile, que voici :

La Hongrie « millénaire » est l'équivalent pour les Magyars de la douce jouissance des longues années de domination. Tandis que, pour les peuples non-magyars de Hongrie, ce même terme signifie une longue série de souffrances dans l'esclavage. Là se trouve la clef du problème : les Magyars ont engagé toutes leurs forces pour l'intégrité de leur domination, et les non-Magyars ont lutté pour détruire cette domination.

Nous ne pouvons que reconnaître que les Magyars, jusqu'à la grande guerre, ont montré la puissance de leurs instincts de domination. Ce n'est qu'à présent, dans les circonstances actuelles, que leur instinct de domination les a trompés. Tous les Magyars croyaient en la Prusse et l'adoraient. Ils croyaient tous à la victoire de Guillaume, tous ils la désiraient. Du nombre est aussi « l'ami de l'Entente », le comte Carolyi. Nous nous rappelons la déclaration qu'il fit au commencement de la guerre au nom de son parti, au parlement hongrois. Son unique désir en cas de victoire était, que les Magyars fussent honorablement récompensés pour les services qu'ils rendaient aux Habsbourg. Cette récompense devait consister dans la proclamation de l'indépendance de la Hongrie qui aurait eu ainsi de plus grandes facilités pour tyranniser les non-Magyars.

En 1916, sous les coups de l'offensive de Broussilov, le comte Carolyi commença à douter de la victoire de Guillaume. Il devint l'adversaire

de l'alliance avec l'Allemagne et partisan de la paix avec l'Entente, dont les terres étaient sous la domination ennemie. Mais il ne le devint que platoniquement. Il est fort douteux que lui et son parti se seraient sacrifiés pour l'Entente.

Les Yougoslaves furent, eux, les amis de l'Entente et comme tels, ils ont fait tous leurs efforts pour détruire la force offensive et défensive de la double monarchie. Des milliers de Yougoslaves de Dalmatie et d'Istrie furent internés dans des baraques où une mort certaine les attendait; des milliers de Serbes et de Slovaques de Hongrie subirent le même sort; les professeurs, les journalistes, les instituteurs furent emprisonnés et condamnés aux travaux forcés. Bien plus: tout un corps d'armée formé de Slaves du sud combattait à côté de l'Entente. Ce sont là des faits qui parlent clairement et démontrent combien les Yougoslaves furent corps et âme pour l'Entente, et comment ils s'y sont pris pour secourir le joug magyar-allemand.

Que l'ami de l'Entente, comte Carolyi, nous dise, ce que lui, par contre, et son parti ont fait pour celle-ci; qu'il nous dise dans quelle mesure ses déclarations platoniques ont contribué à la victoire de Foch et de Franchet d'Espèrey. Ou plutôt laissons le soin de répondre aux pertes faites par les Alliés en combattant la Hongrie.

Malgré tout les Hongrois ont osé réclamer de l'Entente que les sympathies de Carolyi pour elle fussent récompensées par le maintien de la domination magyare et de notre esclavage.

L'Entente cependant n'a pas été aveugle et les sympathies de Carolyi n'apparaissent pas avoir assez d'efficacité pour sauver l'intégrité de l'Etat magyar.

L'avant-dernière manœuvre de Carolyi a été de propager le bolchévisme dans les pays de l'ancienne Hongrie occupée par les Tchéco-Slovaques, les Roumains et les Serbes, et de l'arrêter dans la Hongrie proprement dite. Dans cette tâche patriotique, le concours des socialistes ne lui a pas manqué. Dans les pays occupés, ils ont provoqué des grèves, et dans la Hongrie proprement dite, ils ont aidé Carolyi à mettre les communistes sous clef. Cette tentative aussi a échoué. Les Tchéco-Slovaques et les Yougoslaves du sud n'ont pas voulu embrasser le bolchévisme et l'Entente a fait comprendre aux Magyars que la Hongrie lui était superflue comme barrière du bolchévisme.

Aussi, Carolyi s'est-il enfin décidé à une tentative désespérée. N'ayant pu obtenir de Paris, l'intégrité, il l'a demandée à Moscou. Il a organisé en Hongrie le bolchévisme nationaliste pour sauver, coûte que coûte, la Hongrie. Une Hongrie bolchevique, démocratique ou communiste, peu importe, s'est-il dit, pourvu que la domination millénaire hongroise et l'esclavage magyar soient maintenus. Des centaines de milliers de Hongrois avaient été instruits pour être les porteurs de l'idée étatique magyare; les fonctionnaires colonisateurs de la Hongrie, lorsque les armées de Franchet d'Espèrey approchèrent de la frontière méridionale de la Hongrie, tous ces fonctionnaires colonisateurs de Voïvodie, de Transylvanie, et de Slovaquie prirent le chemin de Budapest et de ses environs et les envahirent. C'est ce corps de fonctionnaires concentré à Budapest qui dirige actuellement la politique hongroise pour sauver son intégrité.

Pour illustrer les tendances de domination de la Hongrie, je ne citerai qu'un cas. Emile Kerkovits fut attaché par le gouvernement hongrois, à la mission américaine chargée d'étudier les pays non-magyars de l'ancienne Hongrie. Par tout, il fut témoin des aspirations des non-Magyars qui cherchaient à obtenir leur liberté et leur union avec les états limitrophes. A la suite de cela, il fut obligé de convenir que les défenseurs les plus tenaces de l'intégrité de la Hongrie, étaient dans tous les pays occupés, les socialistes-démocrates et avec eux les fonctionnaires d'Etat.

les juges, les procureurs généraux. (« Pester Lloyd » du 11 mars, édition du soir).

Voilà pourquoi la seconde révolution magyare n'est autre chose que la continuation de la guerre. Sous l'empire de Guillaume II, les Magyars ont voulu consolider et élargir leur domination. (Ils complotèrent avec les Bulgares pour le partage de la Serbie). La guerre perdue, ils se bornent à déjouer les principes wilsoniens comme alliés tardifs de l'Entente, en sacrifiant leur alliance avec l'Allemagne, les Habsbourg et Tizza. Cette manœuvre ayant échoué, ils ont recours à une spécialité magyare: le bolchévisme nationaliste.

Cette tentative n'est pas très intelligente, mais c'est leur dernier moyen d'essayer de défendre une cause injuste.

N. M. STAITCH.

## Une nouvelle forme de guerre

Le comte Karolyi, cet espoir de tant de politiciens de l'Entente, disait l'autre jour au sujet de la Hongrie des Soviets: « Je ne puis faire autre chose, dans la situation actuelle, que de l'aider et de la secourir de toutes mes forces et par tous les moyens. Je travaillerai comme simple soldat, car je vois que la Hongrie ne peut être sauvée que par l'Internationale. L'intérêt de la Hongrie est que la révolution rouge terrasse l'ordre impérialiste et capitaliste, dont les représentants à Paris s'apprêtent à réduire à la mendicité les millions d'hommes du peuple magyar ».

Un autre haut fonctionnaire des affaires catholiques, par les paroles suivantes, exhortait le clergé catholique à se ranger aux côtés du bolchévisme: « C'est uniquement la dictature du prolétariat qui peut sauver la patrie ».

Ces paroles montrent de quel genre est le bolchévisme magyare. Les journaux magyars annoncent que toutes les couches sociales acceptent la situation actuelle et promettent de l'appuyer de toutes leurs forces. Il est probable que cette promesse n'est pas très sincère, mais, le bolchévisme étant reconnu comme la forme nouvelle de la guerre contre l'Entente ou, comme ils le disent, contre l'impérialisme de l'Entente, les Magyars arborent immédiatement le drapeau rouge. L'espoir d'arriver à modifier la situation par la force renaît d'autant plus que, cette fois-ci, la Russie figurera aux côtés des Centraux dans l'alliance bolchéviste.

En cette occurrence, on peut se rendre compte de l'énorme influence de l'Allemagne sur ses alliés. Au premier moment, lorsque sombra le vaisseau de l'Allemagne, ce fut, parmi ses alliés, à celui qui renierait le plus vite celle à laquelle ils avaient juré une éternelle fidélité. Ces satellites pensaient que le simple fait d'avoir tourné le dos à l'Allemagne suffirait à les faire accueillir comme amis par l'adversaire. Ils durent se convaincre, enfin, que le mérite d'avoir tourné le dos à l'Allemagne ne compensait pas celui de l'avoir combattue pendant quatre ans. Aussi, jettent-ils maintenant le masque et retombent-ils dans les bras de l'Allemagne, en enfants repentants. Les hommes seuls et l'étiquette ont changé. Le casque à pointe allemand paraît de nouveau sous la forme du bolchévisme. Pour le moment, seuls les satellites bougent, mais il est certain que, si les politiciens et diplomates alliés persévèrent dans leurs manières hésitantes et leur irrésolution, l'Allemand ne tardera pas à profiter de leur faiblesse.

A qui la faute si les Magyars ont bolchévisé la Hongrie? Certainement pas à Foch, mais à ceux qui ont laissé libre champ aux Magyars. La Commission que les Alliés ont envoyée à Budapest n'était qu'une simple commission, qui ne pouvait inspirer aucun sentiment de respect aux Magyars. Or, les Magyars ne seront calmés que le jour où on les contraindra à l'être. L'évolution qu'ils ont parcourue depuis la capitulation jusqu'au bolchévisme est suffisamment instructive à cet égard. D'abord soumis et serviles jusqu'à donner le dégoût, ils évoluèrent tout doucement, voyant que personne ne les gênait dans la préparation de la nouvelle guerre. Plus le contrôle des Alliés leur parut faible, plus ils se hasardèrent dans les sentiers dangereux qui ont abouti, enfin, à la guerre ouverte.

Bien que le commissaire aux affaires étrangères, Béla Kun, un communiste authentique, ait déclaré au correspondant de la « Neue Freie Presse » que le nouveau gouvernement n'envisage pas dans son programme l'intégrité de la Hongrie et que, partant, il ne prévoit aucune cause de tension avec les peuples voisins, on n'en doit pas moins être vigilant. Embourbé de peuples hostiles, la Hongrie sombrerait facilement aujourd'hui; mais si, demain, les troupes rouges de Lénine paraissent sur les crêtes des Carpathes, il est sûr que le commissaire du peuple tiendra un tout autre langage.

Il est urgent d'agir. Les Alliés n'ont qu'une chose à faire: occuper Budapest, qui est non seulement capitale du pays, mais encore chef-lieu de toutes les intrigues et perturbations politiques. Si un funeste regard laissait aux bolchévistes magyars toute liberté de gagner la sympathie des masses profondes, misérables et exploitées pendant des siècles, une armée fantastique et formidable se constituerait à nos frontières.

Notre point de vue, dans la présente situation, est clair. En peuple démocratique et désireux de progrès pacifique, nous ne nourrissons aucune haine contre le peuple magyare; cependant, dans l'intérêt de notre sécurité, nous devons demander qu'on ne laisse pas se constituer dans notre voisinage un foyer de troubles et de désordres. Nous adressons donc aux Alliés l'appel le plus pressant. Qu'ils liquident promptement un état de choses qui n'est encore qu'une menace, mais, demain peut-être, un véritable péril. Les armées nationales qui montent la garde aux frontières de la Magyarie sont probablement en nombre suffisant pour en finir sans grande effusion de sang avec le bolchévisme nationaliste des Magyars. Et cet avant-poste allemand, la Magyarie, étouffé, l'Allemagne hésitera longtemps avant de se risquer à suivre son exemple.

L. P.

## Les Yougoslaves sont-ils des ennemis ?

Certains hommes politiques et publicistes italiens, qui, avec une maestria incomparable, soutiennent devant l'opinion française les revendications de leur pays, le font parfois sans trop se soucier de la vérité et avec un manque de scrupule qui est un outrage au bon sens du public auquel ils s'adressent.

Un de leurs arguments revient comme un refrain dans tous leurs écrits. C'est l'affirmation que les Yougoslaves auraient fait cause commune avec l'ennemi durant la guerre.

Rien de plus faux et de plus injuste que cette assertion. Aussi devons-nous remettre les choses au point.

Nous laisserons de côté l'attitude des Serbes, qui forment la majorité de la nation yougoslave, qui est composée de trois branches du même peuple. Cette attitude est par trop connue en France pour qu'on ait besoin d'insister. Elle n'est pas non plus ignorée des Italiens. Les odes où Gabriel d'Annunzio chante les exploits de notre peuple ne peuvent pas déjà être oubliées en Italie? L'auteur de ces poèmes, qui poussait jadis son admiration pour notre nation jusqu'à déclarer qu'il était disposé à se faire naturaliser Serbe, aurait-il changé d'opinion en présence du conflit qui a surgi à propos de l'Adriatique? Il embrasse, en effet, à présent, dans un même sentiment de haine, tous les alliés de l'Italie et traite une partie de notre peuple de « race immonde ».

Quant à l'attitude des parties de notre nation qui se trouvaient durant la guerre sous le joug austro-hongrois, elle ne fut pas moins admirable. N'étaient-ce pas les députés yougoslaves qui, avec les députés tchèques, firent la plus énergique obstruction au Parlement de Vienne? N'étaient-ce pas encore des légions yougoslaves qui se rendaient partout aux Alliés, dès que l'occasion s'en présentait, sur les fronts russe et serbe, comme sur le front italien.

Les divisions yougoslaves combattirent aux côtés des Alliés à Dobroudja et Salonique, comme en Russie, sur la côte mourmane. Aujourd'hui même, après cinq mois d'armistice, et bien que les Alliés hésitent encore à reconnaître l'Etat yougoslave, de forts détachements de l'armée yougoslave combattent pour les Alliés sur la côte mourmane, sous le commandement du colonel Marinovitch. Faut-il s'étonner alors de la surprise que cause aux Yougoslaves le fait de se voir traiter en ennemis après tant de preuves d'attachement et de dévouement à la cause des Alliés?

Nous n'avons jamais entendu parler de divisions italiennes formées dans les régions dites irrédentistes qui auraient combattu aux côtés des Alliés. Bien au contraire, c'est un fait bien connu que plus de la moitié de la population italienne de Trieste a péri dans cette guerre en combattant pour l'Autriche-Hongrie. Nous sommes loin, cependant, d'en faire un grief au peuple italien.

Les Italiens ont baptisé l'une des plus belles rues de Rome du nom de Baptisti, que l'Autriche condamna au gibet. Si les Yougoslaves avaient voulu honorer, de la même façon, tous leurs martyrs exécutés par l'Autriche durant cette guerre, les rues de toutes les villes yougoslaves n'auraient pas suffi.

Le problème de l'Adriatique n'est pas insoluble si l'on y met de la bonne volonté. Le tout est de savoir si nos adversaires sont de bonne foi. Le fait qu'ils traitent une nation alliée en ennemie permet de juger du degré de leur sincérité.

Les Italiens exploitent aujourd'hui très habilement leur parenté de race en faisant vibrer à tout propos la corde de l'union latine. Seulement, au lieu de s'inspirer de l'esprit de justice de leur grande sœur latine, ils s'efforcent d'entraîner celle-ci dans l'engrenage où ils se sont engagés.

Ils ne cessent pas d'assurer la « sœur latine » de leur grande affection. La France se doit à elle-même de prendre ces assurances pour ce qu'elles valent. Nous autres Serbes, nous n'avons aucune parenté à invoquer à l'appui de nos revendications.

## FEUILLETON

### RÉSUMÉ

#### des opérations de la bataille du Vardar (Septembre 1918)

(Suite.)

Au cours de la nuit, l'ennemi contre-attaqua nos éléments qui ont traversé la rivière dans la direction de Vepreani et réussit à refouler un peu une de nos compagnies. Sauf cette exception, il n'y a, au cours de la nuit, que de petits engagements.

A cause des difficultés du terrain, l'artillerie divisionnaire de l'armée n'a réussi qu'en partie à se placer pour appuyer notre attaque. L'autre partie, la moins importante, ne sera placée, au cours de la nuit suivante, qu'au prix de grands efforts des attelages.

En résumé, on a formé dans la journée du 19 septembre de solides têtes de pont sur la rive gauche de la Cerna et assuré le passage du gros de l'armée dans la boucle de cette rivière, d'où on menacera d'une part les lignes de communication ennemies, Grdsko-Prilep et, d'autre part, tout le système fortifié de la boucle et de la région de Monastir. L'ennemi, comprenant le danger, amène de nouvelles unités sur le front de la 1re Armée pour essayer d'arrêter notre avance par son artillerie et par des contre-attaques.

L'aviation a été active toute la journée. Dans l'un et l'autre secteur, sa tâche principale consistait à suivre l'avance de notre infanterie et à jalonner notre front. En outre, elle a effectué des reconnaissances lointaines, mitraillé les convois et bombardé des bivouacs de l'ennemi.

A la droite de la 2me Armée, l'action des armées alliées peut être définie comme suit:

Le détachement de Nonte (valeur 2 bat.) continue son avance vers la Dzena et atteint vers la fin de journée les cotes 1901 et 2005. Un bataillon en marche du Tuzin sur la Dudica aborde, à 15 h., la cote 1850 et continue sans rencontrer de résistance. Une colonne de 2 bataillons franchit le Coloubac et la cote 1676 vers midi. A midi, 2 bataillons du 35e régiment hellénique franchissent le Blatec. Ces deux colonnes avancent avec la mission de s'emparer de la crête Dzena-Dudica, pour s'unir sous un seul commandement et continuer à progresser vers Konjsko.

Dans la boucle de la Cerna, vive activité des détachements de reconnaissance et des patrouilles accompagnées d'une forte action d'artillerie.

Dans la région du lac de Dobran, les forces combinées franco-anglo-helléniques n'ont pu se maintenir sur la ligne conquise et doivent se replier légèrement devant de fortes contre-attaques de l'adversaire.

Sur le front des armées serbes, l'activité de l'ennemi commence à faiblir et on sent qu'il est bousculé et désagrégé sans liaison entre ses unités et que ses dépôts sont anéantis. Ses troupes refoulées sur la rive gauche de la Cerna, ainsi que vers le nord et le nord-est, la brèche est élargie. L'ennemi essaie de la refermer en amenant des renforts. Jusqu'au 18 septembre, il a fait venir 5 nouveaux régiments bulgares et un bataillon de complément et un bataillon de chasseurs allemands. Mais tous ses efforts demeurent vains.

20 septembre 1918.

Le 20 septembre, l'action de la 2me Armée n'est que la continuation des opérations précédentes qui devaient l'amener au bord du Vardar à l'est et sur la Cerna à l'ouest, entre son embouchure et l'aile droite de la 1re Armée.

Dans ce but, la division du Timok a poussé ses deux colonnes sur le front Gornja-Drahovica-Barovo, sur lequel l'adversaire oppose maintenant une résistance plus forte à l'avance de la colonne de gauche et plus faible à celle de la colonne de droite. La division yougoslave a continué son action qui avait pour objectif la conquête du Drevico Brdo, où sa colonne de droite a

dû mener le combat toute la journée, parce que l'ennemi lui opposait une forte résistance en vue de protéger la ligne de chemin de fer du Vardar.

La gauche de cette division a avancé en direction de Kavadar et Vozarci. Cette colonne a agi en liaison avec la division de cavalerie, qui opérait devant l'infanterie, et s'est emparée dans la journée, à Vozarci, du pont resté intact et a réussi à pénétrer dans Kavadar. Cette division a capturé 12 canons de campagne.

Quant aux autres divisions de cette armée, celle de la Choumadia est rassemblée aux environs du village de Glavie, la 17me D. L. C. est échelonnée dans la région Mréjince-Rozden.

Le terrain excessivement difficile et les routes terriblement encombrées ont rendu le ravitaillement des troupes de la 2me armée presque impossible. L'emploi des camions était complètement exclu, la circulation des camionnettes et des voitures rencontraient de très grosses difficultés quoique le temps fut sec. En général ce terrain était impropre aux mouvements et au ravitaillement des masses importantes et il a fallu montrer une énergie exceptionnelle et savoir se passer du nécessaire pour triompher de tous les obstacles qui se dressaient devant nous.

A l'aile droite de la 1re armée, la gauche de la division de la Morava s'empare, à 10 h. 30, des hauteurs au nord-est de Godijac où elle place, à 11 h., une batterie de montagne et progresse en avant en luttant contre le terrain et brisant la résistance de l'ennemi, qui est d'ailleurs faible. La réserve divisionnaire se maintient toujours sur la rive droite de la Cerna. Vers 17 h., l'ennemi lance une contre-attaque sur les hauteurs occupées dans la matinée et réussit à en reprendre une au nord-est de Dodijac, du côté de Galiste, tandis que la hauteur à l'ouest reste en notre possession. L'action a été exécutée par des détachements combinés de Germano-Bulgares.

Au cours de la journée, la colonne de gauche réussit à s'emparer de Galiste et de la 1re hauteur au nord du village. L'importance des effectifs ennemis devant nous n'a pu être évaluée. Pendant la nuit, on consolide les positions occupées.

Au cours de la nuit, le commandant de la division de la Morava n'a pu entrer en liaison avec sa colonne de droite; les C. P.

Nous ne possédons pas non plus cet art de manifester nos sentiments à tout propos. Cependant, nous avons prouvé notre dévouement dans les moments les plus difficiles.

Le vice-président du Conseil des Ministres italien, M. Colosimo, parlant de la fraternité franco-italienne, a déclaré l'autre jour qu'en 1859, à une heure solennelle et fatale pour la Constitution de l'Italie, c'est la France qui accourut; en 1914, à l'heure suprême pour la France assaillie, voici l'Italie toute prête à se ranger à ses côtés. Nous autres Serbes, nous pouvons dire que même pendant tout l'intervalle entre 1859 et 1917 nous avons été pour la France et avec la France.

Des trois filles du roi Lear, celle qui l'aimait le mieux, n'était-ce pas celle qui lui parlait le moins de son amour?

M. D. M.

Réquisitoire contre la Bulgarie

Sous ce titre a paru récemment une brochure sur les atrocités commises par les autochtones, les militaires et les civils bulgares. Deux personnalités des plus compétentes dans ce domaine, M. le professeur à l'université de Lausanne R. A. Reiss et M. A. Bonassieux, substitut du Procureur de la République à Lyon, membre de la commission interalliée chargée d'enquêter sur les violations du droit des gens commises par les Bulgares, ont été quoique spécialistes et habitués à de semblables choses, si douloureusement surpris de ce qu'ils ont constaté, qu'ils se sont décidés à publier une série de forfaits commis par les Bulgares.

En parcourant ces sombres pages, ce qui saute aux yeux, c'est l'exposition systématique et savante des faits et la recherche scientifique des sources du mal. Les titres des premiers chapitres donneront une idée du contenu du livre: « Le peuple bulgare est aussi coupable que son gouvernement », « Le peuple bulgare ne se laisse guider que par son appétit au gain », « Les Bulgares ont toujours trahi ».

Dans l'un des chapitres, intitulé « Les Bulgares ont interné des malades, des aveugles, des mourants », se trouvent les exemples d'internement suivants: Lazar Taxidar, 60 ans, presque aveugle; Toma Mikitch, 55 ans, tuberculeux au dernier degré, qui fut arraché de son lit pour être emmené; Djouro Iliev, 70 ans, atteint de sénilité; le pope Auto, 82 ans, ne pouvant plus marcher; Trifoune Miliro, plus de 50 ans, presque aveugle et malade, arraché de son lit et emmené; et d'autres encore. A la fin de son rapport, le préfet bulgare qui cite ces cas, dit: « Pour se sauvegarder, la population maltraitée s'adresse aux autorités allemandes, qui font transporter ces futurs sujets de la Bulgarie dans la partie autrichienne de la Serbie. »

A la bulgare.....

La Suisse du 11 avril publie une dépêche de l'agence « K. N. » — dépêche datant de Paris et qui naturellement est fabriquée à Genève — défendant la Fiume italienne en ces termes:

« En ce qui concerne Fiume, on apprend que non seulement la Hongrie, mais aussi la République ukrainienne occidentale, qui a été établie en Galicie, se préoccupe de l'hypothèse que le port pourrait ne pas être attribué à l'Italie car seule la possession de Fiume par l'Italie peut offrir à la Galicie les garanties nécessaires pour son débouché commercial sur l'Adriatique. »

Nous voudrions bien que nos amis Italiens nous disent ce que pensent de Fiume les Chinois: peut-être la Chine aussi a un intérêt spécial à ce que Fiume soit attribué à l'Italie!

L'Etat des Serbes, Croates et Slovènes par Hermann WENDEL

(Cet intéressant article du célèbre socialiste indépendant allemand a paru dans le no 10 de la « Weltbühne ».)

Jusqu'à la première guerre balkanique au moins, le monde yougoslave était, en Allemagne, complètement en dehors de l'horizon non seulement du petit bourgeois moyen, mais aussi du grand homme instruit. L'homme de « sang et de fer » avait parlé dédaigneusement de ces « fragments de nationalités » qui peuplent la péninsule balkanique. Et, en Autriche-Hongrie, seuls les Allemands et les Magyars étaient exposés, sur la scène politique, à la pleine lumière de la rampe. Il suffisait aux rejets de la « race de seigneurs » dolichocephale et blonde de ne voir que des volutes de moutons dans les Yougoslaves de la péninsule thraco-illyrienne, et des vendeurs de souricières dans ceux de la monarchie danubienne. On ne se souciait guère de ces peuples qui paraissaient destinés à rester éternellement des « objets de l'histoire ».

Même un homme sérieux et intelligent comme Hans Delbrück n'était aux Yougoslaves, peu avant la guerre mondiale encore, dans son « Annuaire Prussien » (Preussische Jahrbücher), le droit à l'union nationale, affirmant qu'il leur manquait pour cela la condition première, à savoir, un travail civilisateur avec des racines profondes dans les siècles passés, la communauté des biens littéraires, artistiques, scientifiques, un trésor de souvenirs et de pitié pour de grandes personnalités. Il disait que, malgré la ressemblance assez grande de leurs dialectes et une certaine unité de langue, ils étaient divisés en ce qui concerne la civilisation et la religion. Au surplus, M. Delbrück ne manquait pas de psalmodier l'antienne que les Croates étaient de fidèles et loyaux sujets des Habsbourg.

Or, aujourd'hui, l'unité nationale des Yougoslaves est un fait accompli et l'Etat S. H. S. (Srpski-Hrvatski-Slovenski) c'est-à-dire serbo-croato-slovène est une réalité toute fraîche, aux jours vermeilles. Ce n'est donc plus la peine de s'attarder à examiner de tels sophismes, qu'ils contiennent un grain de vérité. En effet, le développement historique avait profondément séparé les tribus yougoslaves; les Slovènes furent, de bonne heure, englobés dans la sphère de la civilisation germano-latine; les Croates oscillèrent longtemps entre les civilisations occidentale et orientale; les Serbes, enfin, coupés complètement de l'Europe occidentale par la domination turque, restaient tournés du côté de Byzance. En outre, la différence des religions séparait beaucoup plus qu'ailleurs aux portes de l'empire ottoman, cette tyrannie militaire au caractère fortement théocratique, ne distinguant et n'assemblant les hommes que d'après leur credo. C'est ainsi qu'en Bosnie, le Yougoslave mahométan, quoique serbe de race et de langue, se disait turc avec orgueil, tandis qu'en Croatie le « Croate », c'est-à-dire le catholique romain, regardait du haut en bas, comme un « Serbe » hérétique, son frère de race de religion orthodoxe. La religion était tout, la nationalité rien.

De plus, l'isolement loin du commerce international, une agriculture primitive, l'absence de tout ce qui aurait pu encourager et unir l'industrie, tout cela permettait aux Habsbourg ces exploités rudes du « divide et impera », à cultiver dans chaque contrée un provincialisme particulier, dans chaque district un particularisme spécial. C'est pourquoi, d'après les statistiques officielles et les manuels de géographie, un mélange bigarre de peuplades semblait pulluler dans ces pays: Carnioles, Istriens, Dalmates, Croates, Esclavoniens, Bosniaques, Herzégoviens, Serbes et Monténégrins. Et naturellement, dans aucun bureau impérial-royal on n'entendit jamais parler d'une question yougoslave.

Mais chez les Yougoslaves, aussi peu qu'autrefois en Allemagne et en Italie, les sournoiseries et les perfidies des employés habsbourgeois pouvaient refouler à la longue, le sentiment de la solidarité nationale. Les Turcs repoussés, les relations commerciales multipliées, les provinces illyriennes créées sous Napoléon, et lorsque le développement général du capitalisme eut arraché les régions yougoslaves à leur idyllique économie

domestique pour les jeter dans le tourbillon de la révolution bourgeoise, ce fut, comme en Allemagne et en Italie, l'avant-garde de la bourgeoisie, la classe intellectuelle, qui planta le drapeau de l'unité nationale. Après que, au tournant du dix-huitième siècle, Dosithée Obradovitch, disciple de la philosophie allemande et admirateur des lumières françaises et anglaises, eut lancé un appel conjurant le peuple serbe tout entier, en Serbie, Bosnie, Herzégovine, au Monténégro, en Dalmatie, Croatie, Symrie, au Banat et en Batchka, de se mettre au-dessus des différences confessionnelles, les voix appelant à l'union tous les Yougoslaves ne se turent plus. Qu'elles fussent celle de poètes comme le Serbe Branko Raditchévitch, le Croate Pierre Préradovitch, le Slovène Préchern, ou de tout un courant romantique, tel l'illyrisme, ou de pionniers comme l'évêque Strossmayer, ou de champions socialistes comme Svétozar Markovitch: le but suprême était toujours le même l'empire, l'union des Yougoslaves, depuis les quais du port de Trieste jusqu'aux murs de Constantinople, empire habité d'un peuple unique quoique caché sous des noms différents. Il est vrai que le sentiment qu'il représentait restait encore limité aux couches intellectuelles, mais celles-ci furent le levain qui devait pénétrer les masses; en Allemagne ce ne furent pas, non plus, des matelots frisons ou des vachers de la Haute-Bavière qui incarnèrent les aspirations à l'unité nationale, ni en Italie, les mineurs des souffrières siciliennes ou les paysans des rizières lombardes, qui donnèrent le mot d'ordre pour le risorgimento.

Au commencement de notre siècle, un large souffle passa sur le monde yougoslave tout entier, en Croatie, en Dalmatie, en Bosnie, en Serbie, au Monténégro et en Macédoine, et l'idée de l'unité nationale descendit des hauteurs de l'idéologie poétique et philosophique sur la plaine terrestre de la politique pratique. La coalition serbo-croate de Zagreb, la fraternisation entre Croates et Serbes de Serbie, le retour des jeunes intellectuels mahométans de Sarajevo à la conscience nationale serbe, le rapprochement entre la jeunesse universitaire de Belgrade et celle de Sofia, voilà les signes éloquentes d'un temps nouveau; mais ce fut surtout l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine qui fit jaillir du monde sudslave un profond ressentiment contre la politique de brigandage de Vienne, ressentiment dont ce monde s'enveloppa tout entier comme d'un frimas flamboyant. C'est Aehrenthal qui fut le meilleur faiseur de prosélytes pour le néoslavisme, lequel, ausi bien que l'ancien panslavisme déjà enterré, tâchait d'atteler les petits peuples slaves au char du tzarisme avide de conquêtes. A Zagreb et à Sarajevo, à Cattaro et à Raguse, à Fiume et à Lioubliana, les victoires de l'alliance balkanique furent senties et fêtées comme celles de la propre patrie; seule une canaille sans retenue, composée d'arrivistes et de grimpons, ainsi qu'en Croatie, le parti « du droit croate pur » et, en Bosnie, l'entourage de l'archevêque Stadler, attendaient le salut non de l'union de tous les Slaves méridionaux, mais de la réalisation de chimères réactionnaires, par exemple de l'hégémonie de la Croatie catholique. Il était naturel que le parti s'inspirant le plus de l'avenir, le social-démocrate, inscrivit, la première, sur son drapeau, à la fin de 1909, lors de la conférence de Lioubliana des socialistes yougoslaves, l'union de tous les Yougoslaves.

En même temps que la guerre mondiale commençait à user les Yougoslaves, en les lançant comme chair à canon, les uns contre les autres les maîtres viennois réprimaient avec fureur toute tentative de résistance dans les pays yougoslaves, et par le moyen d'une terreur qui n'a pas d'équale même dans l'histoire de ces dernières années, si riche en abominations. En Croatie, en Dalmatie, en Hongrie méridionale, en Bosnie, et en Herzégovine, on arrêtait et on internait, on expulsait et on emprisonnait, on maltraitait et on torturait, on pendait et on fusillait, à tort et à travers, des milliers et des milliers d'hommes; mais chacun de ces assassinés devenait un nouveau conjurateur de l'union yougoslave contre les Habsbourg. Dès le commencement, de nombreux Yougoslaves, accourus de tous côtés, même

d'Amérique, lutèrent volontairement dans les armées de l'Entente. Lorsque la révolution russe et le changement de règne en Autriche-Hongrie eurent quelque peu relâché les liens qui enserrèrent la double monarchie, ce fut dans le pays même que la pensée yougoslave releva la tête impétueusement. Le clergé surtout avec, en tête, les archevêques Yegitch, de Lioubliana et Mahnitch, de Zagreb, se consacra entièrement à cette idée, en transmettant jusqu'à la dernière cabane de paysan la conviction que Serbes, Croates et Slovènes n'étaient qu'un seul peuple sous trois dénominations. La déclaration du club yougoslave, en mai 1917, à la Chambre autrichienne, n'envisageait encore, prudemment, qu'une union sous le spectre des Habsbourg; mais les effets magiques de la révolution russe du mois de novembre, poussèrent la politique yougoslave dans la direction de la résolution de la Skoupchtina, de novembre 1914 et du pacte de Corfou, de juillet 1917, dont le but était la création d'un Etat serbo-croato-slovène sous le règne des Kar'gorévitch. Quant à la social-démocratie, elle consacrait, et naturellement ses aspirations en faveur d'une république yougoslave unitaire.

Pour employer le mot du leader socialiste serbe Jivko Topalovitch, la Drina n'est plus, actuellement, un fleuve politique. Le peuple yougoslave en-deçà et au-delà de l'ancienne frontière austro-hongroise forme une masse unie, et il n'est plus besoin à l'Etat SHS que d'être inscrit formellement au cadastre de l'histoire par la Conférence de la Paix. Mais de même que ce ne fut point une montagne de pâtisserie que les Yougoslaves durent édifier pour arriver à leur indépendance nationale, ce n'est pas non plus un pays de cocagne que celui où ils vivent à présent. Ils auront encore à surmonter de grandes difficultés intérieures et extérieures avant que l'Etat SHS n'atteigne la voie du paisible développement. C'est l'impérialisme italien surtout qui menace sans scrupules et de la manière la plus dangereuse la base même de son existence, cet impérialisme qui, éfronément, s'acharne à établir sur le modèle prussien, la terreur en Dalmatie, dans les pays purement yougoslaves. Pour faire de l'Adriatique une mer italienne, il se moque du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, en s'autorisant du traité de Londres par lequel l'Entente avait promis, à sa future alliée, de grands lambeaux de oupés dans le corps de la Yougoslavie. Trop faibles pour s'y opposer par la force des armes, les Yougoslaves mettent tout leur espoir en Wilson qui n'a jamais reconnu le traité de Londres.

Les difficultés intérieures de l'Etat SHS commencent, elles aussi, à l'heure même de la naissance. Cet Etat doit être démocratique jusqu'à la dernière poutre de sa structure, non seulement parce que le noyau autour duquel se cristallise cette nouvelle création, c'est la Serbie, ce rempart de la démocratie des petits paysans, « le plus démocratique de tous les pays », mais cela aussi parce que ce fut le droit de disposer de soi-même, qui a tenu cet Etat sur les fonds baptismaux. Mais, des classes réactionnaires, héritage du passé austro-hongrois, que la Serbie n'avait pas connues jusque là, nichent dans quelques parties de son édifice: le cléricanisme, très puissant en Croatie et en Bosnie, les grands propriétaires mahométans qui défendent avec acharnement, contre les fermiers humains de terre, toute l'organisation surannée de la propriété foncière et de la corvée, tout le système moyennageux des kmets. Ce sont ces couches là qui se débattent contre un Etat unitaire et centralisé, mais accordant la large autonomie aux communes, aux cantons et aux départements, à laquelle aspirent les démocrates. Ces réactionnaires espèrent mettre en sûreté leur vieille friperie de privilèges, sous le masque protecteur du fédéralisme. Malheureusement, à en juger à certains symptômes, Pachitch, « le Cavour yougoslave », ne semble nullement décidé à résoudre, sans aucun égard pour ces puissances d'avant-hier, les grands problèmes de la révolution bourgeoise, notamment ceux de la répartition des terres et de la position de l'Eglise.

Revue des Balkans 94, Rue Lafayette - PARIS Abonnement: UN AN, 30 Fr.; Etranger, 50 Fr. Directeur, Léon SAVADJIAN.

parvenus ultérieurement annoncent qu'elle s'est emparée des positions au nord de Gravednik, sur lesquelles ses avant-gardes passent la nuit, tandis que le gros reste dans le village occupé.

Pour renseigner le commandant sur les difficultés rencontrées par les troupes de cette division, le commandant de la division donne la description suivante du terrain de marche de la colonne de droite: « Tout ce terrain est absolument dépourvu de communications droites: la distance qui sépare Polosko de Godijac, est d'à peu près 20 km. en ligne directe. Le terrain est tellement coupé que tout s'y perd et qu'aucune des patrouilles envoyées n'est rentrée jusqu'à présent, de même que je n'ai pas encore reçu un seul rapport des unités subordonnées. »

La colonne de droite de la division du Danube composée de deux régiments et de deux groupes d'artillerie de campagne avance sur la ligne Vrèprècani-Sama-Buca et, à 12 h. 30, s'approche en combattant de la position de Sama-Buca. La colonne de gauche, un régiment et un groupe d'artillerie de campagne, est arrêté dans sa progression par la résistance ennemie qu'elle rencontre à la tête de pont de la rive droite. Tout mouvement est arrêté par les barrages de l'adversaire. Dans la direction de Razimbey on a observé six groupements d'artillerie ennemie. A 17 h. 30, cette colonne n'a toujours pas réussi à s'emparer de la tête de pont, de même que la 11me D. I. C. sa voisine, n'a pu progresser vers Gamsitz, arrêtées toutes les deux par le feu d'artillerie ennemie.

La colonne de droite conserve sa position malgré un tir de surprise que l'ennemi déclanche contre elle vers 20 h., ouvrant un fort feu de fusils et de mitrailleuses et lançant des grenades à main.

Le régiment de tête de la division de la Drina traversa la Cerna à 9 h. 10 et poursuivit sa marche sur Godijac. Le passage a été effectué sur deux passerelles formées de chariots à bœufs et de pontons. A 17 h. 30, le 1er échelon et l'artillerie du 2e échelon quittent les arrière-gardes de l'ennemi qui occupe encore la côte sans nom à l'est de Godijac, le col près d'elle et le point culminant de Sama-Buka. A l'heure indiquée, tout le 1er échelon se déplaça, renforcé par un bataillon. L'attaque exécutée en coopération avec une partie de la division du Danube, mais ralentie

par les difficultés du terrain, aborde de très près la position ennemie. La fusillade n'a pas cessé de toute la nuit.

D'une façon générale, l'action de l'artillerie ennemie est restée plus faible que celle des engins d'infanterie.

Notre aviation a été encore assez active. Sur le front de la 1re armée, l'aviation ennemie a été plus active dans les environs de Razimbey où elle n'a cessé d'effectuer des vols de reconnaissance de 11 h. à midi, mitraillant aussi nos éléments.

Il en est de même sur le front de la division du Timok.

La résistance de l'ennemi faiblit de plus en plus. Par les prisonniers on constate l'arrivée de renforts: devant la 2me armée, le 12e régiment allemand arrive de Crimée, le 14e régiment d'infanterie et le 24e régiment d'artillerie de campagne (attelages de bœufs) bulgares, qui n'a pas pris part aux opérations de la journée devant la 1re armée; le 49e régiment bulgare avec des fractions du 87e et le 21e et 27e bataillon de marche. Comme troupes allemandes, les 12e bataillon de chasseurs actifs et 13e bataillon de chasseurs de réserve.

Forte canonade dans la région de Monastir. Sur le front de Doiran, les Britanniques suspendent l'attaque, n'ayant pas réussi à s'emparer du système de défenses diverses.

21 septembre 1918.

2me armée: Au cours de son avance, la gauche de la division yougoslave a atteint, à 15 h. 30, la voie ferrée entre la Cerna et la rivière Vèlica qu'elle occupe. Un de ses bataillons est sur la rive gauche de la Cerna, à Vozartci, pour protéger le pont. De ce fait, la ligne de communication Gradsko-Prilep est coupée. Sa droite s'empare du Dreevico-Brdo. L'ennemi reflue sur Kri-volak, laissant quelques éléments sur la ligne Sopot-Tamjanik, qui y passent la nuit du 21 au 22.

La droite de la division du Timok atteint à midi Gornje-Drahovico et la gauche s'empare des hauteurs au nord-est de Barovo. L'ennemi se replie, en se défendant avec acharnement, sur Nègouin.

La division de cavalerie, accomplissant sa mission spéciale, se trouvait dans la matinée à la hauteur de la division yougoslave.

La division de la Choumadie est rassemblée au nord de Bohila et à la hauteur de Cémersko, la 17me D. I. C. sur la ligne Bosava-Dragozil.

A la 1re armée, la division de la Morava poursuit sa progression et atteint la ligne qui passe au nord de Pravèdenik et par la crête au nord-est de Galista.

La division a entrepris quelques attaques réussies dans la région du Godijac et de Sèdam Kuka, où l'ennemi a opposé une résistance acharnée. Pendant la nuit, elle arrive pourtant à s'emparer de Soamuka et de la Sama Buka. Cette position était défendue par trois régiments bulgares: le 30e, le 10e et le 28e. Leurs effectifs étaient réduits à la suite des combats qui les ont décimés. Les prisonniers déclarent qu'on y a aussi amené, il y a deux jours, des canons avec des servants allemands.

La droite de la division du Danube s'approche de la crête de la Sama Buka à 11 h., mais, insuffisamment préparée, l'attaque s'arrête. L'ennemi a amené ici des renforts ainsi que sur le front de la gauche de cette division, où la situation reste sans changements. Devant la droite, le feu d'infanterie se maintient très fort jusqu'à 17 h., devant la gauche feu d'artillerie assez intense. Des détachements légers de la droite franchissent la rivière. A la tête de pont, l'ennemi, appuyé par son artillerie, résiste obstinément. Les fractions de cette colonne capturent près de Selo-Monastir 3 canons longs de 105.

Enfin, à 23 h., dans la nuit, la droite de la division de la Drina achève le nettoyage de la tête de pont ennemie de la rive droite de la Cerna et continue à pousser de l'avant. Avant de se retirer, l'ennemi a mis le feu à 20 dépôts de munitions qui ont sauté, produisant de fortes explosions. A la même heure, elle conquiert, en coopération avec la colonne d'attaque de la division de la Drina, la Sama Buka, d'où elle est continuée à progresser. Vers 18 h., elle a repoussé un coup de main de peu d'ampleur. L'ennemi a détruit les ponts sur la direction de marche de la gauche, mais les gués permettent de traverser et l'avance n'est pas gênée.

A Razim-Bey, nous avons trouvé beaucoup de matériel abandonné, surtout du fourrage. (A suivre)

## QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

## Le problème de Fiume

Pour justifier leurs revendications, les Italiens invoquent des motifs géographiques, historiques et aussi celui de leur supériorité civile et économique. En laissant à d'autres le soin de réfuter, autant qu'il sera nécessaire, les motifs géographiques et historiques, nous ne nous occuperons ici que des arguments économiques.

L'affirmation que l'élément italien montre une certaine supériorité économique sur la côte orientale de l'Adriatique ne correspond pas à la réalité. En fait, c'est tout le contraire. Si cette affirmation était vraie, cette supériorité devrait se manifester surtout là où l'élément italien prétend être en majorité, ainsi qu'à Trieste et à Fiume. Examinons de plus près, ce qui concerne Fiume.

À Fiume (Riëka) cette prétendue « prépondérance économique » est encore plus faible qu'à Trieste. Si nous considérons la marine marchande, nous pouvons voir qu'il y a 6 % de capital italien pour 28 % de capital yougoslave. Dans cette marine marchande, il y a 70,3 % de capitaines yougoslaves pour 12,4 % italiens, 62,8 % mécaniciens yougoslaves pour 22,3 % italiens, alors que les équipages sont presque exclusivement yougoslaves (98 %).

Le capital des banques yougoslaves est de 29.000.000 de couronnes et 8.000.000 de réserve avec un roulement annuel de deux milliards et demi, alors que le capital italien est de 2.000.000 avec un roulement de 250 millions. Il en est de même dans les sociétés d'épargne. La « Cassa Communale di Risparmio » a 21.700.000 de couronnes de dépôts dont 80 % ont été effectués par les Yougoslaves. La succursale de la « Première caisse d'épargne croate » (Prva Hrvatska stedionica) de Fiume, fondation purement yougoslave, a 28.500.000 de dépôts.

Les principales branches du commerce : vin, bois, bétail, etc., sont de façon prépondérante entre les mains des Yougoslaves ; seule, la grande industrie, grâce aux larges subventions du gouvernement hongrois, se trouve dans les mains des banquiers magyars.

Les chiffres ci-dessus suffisent à prouver la prépondérance des Yougoslaves dans la vie économique de Fiume, bien que les conditions politiques leur aient été défavorables, alors que les Italiens, partisans et défenseurs de l'Etat magyar avant la guerre, et adversaires avoués de l'Entente pendant la guerre, y ont joui de tous les privilèges.

Les Italiens s'aperçoivent eux-mêmes de l'absurdité de leurs revendications, mais pour prévenir la critique, ils se louent de leur « modération ». Ils prétendent prouver cette modération en affirmant que de la côte, qui s'étend de Fiume jusqu'à Bojana, l'Italie n'aurait que 117 lieues, alors que les Yougoslaves en auraient 647. Pour montrer ce que vaut cette modération, nous ne ferons qu'une remarque : Dans les 117 lieues réclamées par l'Italie, se trouve Fiume, l'unique port de la côte orientale adriatique (autre Trieste) qui soit relié par un réseau complet avec son hinterland et par là avec le reste du monde. Là encore se trouve Sebenik (Sebenico), le meilleur port de la Dalmatie, avec une voie ferrée qui le relie à son proche hinterland où se trouvent les bois et les mines ; c'est la partie la plus riche de la Dalmatie avec sa houille blanche, ses mines et toutes ses lies. Dans les 647 lieues magnanimement accordées aux Yougoslaves il n'y a pas une baie qui soit aménagée en véritable port ni qui soit relié par un chemin de fer avec l'hinterland, si ce n'est Dubrovnik (Metkovich-Zelenica) relié par un chemin de fer à voie unique étroite à la Bosnie, et qui, comme tel, n'a pas de communications directes avec le reste du monde, construit en vue d'un but stratégique et étant sur certains points, à crémallière, ce chemin de fer ne peut être considéré comme une ligne sérieuse au point de vue commercial. Par conséquent il n'existe pas sur toutes ces 647 lieues un seul vrai port en communication réelle avec les autres territoires yougoslaves et moins encore avec le reste du monde. Un port ne peut être construit en une seule nuit. Il a fallu cinquante ans d'un travail acharné pour que Fiume devienne ce qu'elle est actuellement. Avec la meilleure volonté et malgré les plus grands efforts, les Yougoslaves ne seraient pas à même de construire un port capable de remplacer Fiume avant trente ans. Chacun peut comprendre ce que ce serait pour un jeune Etat au bord de la mer de rester sans port pendant trente ans, alors qu'aujourd'hui, dix ans de vie économique valent plus d'un siècle d'autrefois.

Ceci considéré, il est facile de voir pourquoi on se donne tant de peine pour prouver le « droit » qu'aurait l'Italie à Fiume. On s'efforce de démontrer aux Alliés la nécessité d'une Fiume italienne comme défense contre le germanisme, et l'on prétend que Fiume yougoslave équivaldrait à une Fiume austro-hongroise ou allemande.

De pareilles affirmations ne sont pas justifiées et ne reposent sur aucune base. Les faits ci-dessus mentionnés prouvent au contraire que seul l'élément yougoslave de l'ancienne Autriche-Hongrie, dont tout le système était dirigé contre lui, sut résister de toutes ses forces, en dépit des conditions politiques défavorables, à l'infiltration germano-magyare et maintenir ses établissements commerciaux, maritimes et financiers, qui étaient des instruments de défense contre cette infiltration, tandis que précisément l'élément italien succombait devant elle ou même la favorisait. On ne peut dénier sérieusement à l'élément yougoslave la force et la volonté de résister victorieusement à l'infiltration germano-magyare, quand, après avoir obtenu son indépendance politique, il sera devenu un Etat fort.

De même, on n'est pas fondé à affirmer que Fiume ne peut se développer qu'entre les mains italiennes. Par conséquent, le dilemme posé par le mémorandum : « Ou la ruine économique, ou l'aide, donc l'hégémonie, ne fut-ce qu'économique des Allemands », prouve seulement que l'on compte trop sur l'ignorance technique de ceux que l'on cherche à convaincre. Pour ce qui est de la ruine économique, il suffit de dire que Fiume est actuellement le seul débouché sur la mer de tout le pays yougoslave et le port naturel des deux tiers de ce territoire. C'est pour cela que le développement de Fiume yougoslave est assuré, tandis qu'aux mains de

l'Italie la ruine le menace, et ceci pour deux raisons. La première est que l'Italie a tout intérêt à défendre le commerce de Trieste, et la seconde que l'hinterland yougoslave ne sera pas attiré vers une Fiume italienne. Quant à la crainte d'une prétendue hégémonie germano-magyare, les faits parlent d'eux-mêmes : ces jours-ci, encore, les journaux magyars annonçaient la fondation d'une société commerciale italo-hongroise dont le directeur est un Magyar et dont le siège est à Fiume. Notons également que l'Italie ne commence à craindre une hégémonie germano-magyare que lorsque Fiume est en passe d'appartenir à une nation alliée de douze millions d'habitants, qui résista au germanisme, tandis que, dans leur mémorandum, les Italiens trouvaient tout naturel que Fiume ne fut pas attribuée à l'Italie dans le pacte de Londres. Ceci, comme ils l'avaient, afin de réserver à la monarchie des Habsbourg « la domination politique sur un port libre dans l'Adriatique ». Ce simple fait éclaircit tous les arguments italiens d'une pleine lumière.

\* \* \*

Les revendications ne sont pas appuyées sur des arguments plus exacts quant au détail des statistiques. Pour démontrer que Fiume n'est pas plus nécessaire à la Croatie qu'à la Yougoslavie, on veut établir que le commerce avec la Croatie (importation et exportation) ne représente que les 7 centièmes du commerce total du port et que l'ensemble du commerce avec la Croatie, la Slavonie, la Dalmatie, la Bosnie et l'Herzégovine, les 13 centièmes. Ces chiffres sont arbitrairement présentés. Les statistiques officielles de Fiume ne distinguent pas en ce qui concerne le commerce avec chaque province, mais seulement avec la division de l'Etat en deux parties : Autriche et Hongrie. Dans une discussion sérieuse, un seul coup d'œil sur les statistiques réduit à néant les affirmations ci-dessus.

En 1913, l'importation par mer	9.275.189 q.
état de	11.809.903 q.
Exportation	
Total :	21.085.092 q.

La seule exportation du bois s'élevait à plus de 3.360.000 q. Ce bois provenant presque exclusivement de Croatie, on voit que le 30 % de l'exportation totale ou le 16 % du commerce total de Fiume sont à mettre pour ce seul article, au compte de la Croatie. Si l'on considère maintenant les autres produits d'importation et d'exportation de la Croatie, de la Slavonie, de la Dalmatie, de la Bosnie et de l'Herzégovine, tels que le blé, la farine, le vin, le ciment, etc., on arrive alors à la conclusion non exagérée que plus du 50 % du commerce total du port de Fiume doit être porté au compte de la Croatie, de la Slavonie, de la Dalmatie, de la Bosnie et de l'Herzégovine. Mais l'énumération des provinces faites par le mémorandum italien ne comprend pas toutes les provinces yougoslaves. Il faut y ajouter tout le territoire slovène, l'Istrie et cette partie du territoire hongrois de Backa, du Banat occidental et du Megjmurje, qui est toute yougoslave ; et les proportions ci-dessus apparaîtront encore plus favorables aux Yougoslaves. Si l'on considère que la Serbie, exclue jusqu'ici, pour des raisons politiques, prendra part désormais au commerce de Fiume, on peut être convaincu qu'une Fiume yougoslave sera capable de maintenir sa position commerciale actuelle avec son seul hinterland yougoslave. Ceci peut être désagréable à ceux qui formulèrent les revendications italiennes sur Fiume, mais néanmoins c'est la stricte vérité.

\* \* \*

L'Italie aspire à priver la Yougoslavie d'un accès à la mer, à l'étouffer, à l'exploiter, et à travers cette Yougoslavie anéantie économiquement, à dominer l'Orient. Ainsi l'Italie renouvelle en plus grand la politique de l'Autriche qui enlevait à l'hinterland balkanique toute la côte jusqu'à Spizza, le privant ainsi d'un débouché sur la mer, pour ne faire de la Yougoslavie qu'un passage vers l'Orient. Ce fut là la cause de la faillite de l'Autriche. L'Italie n'y pourra réussir davantage.

## Un plébiscite en Dalmatie occupée

MM. J. Kunjasitch, député, B. Kucitch, T. Novakovitch, S. Matavulj, délégués des communes dalmates occupées par les Italiens, ont présenté au Secrétariat de la Conférence de la Paix, les procès-verbaux du plébiscite organisé sur les territoires de la Dalmatie, sous l'occupation italienne. Les résultats de cette consultation sont accompagnés d'un mémorandum où les délégués expriment leur pleine confiance dans les promesses faites par les Alliés et les Etats-Unis d'Amérique au sujet de la protection à accorder aux petits peuples opprimés et du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Ils disent entre autres :

« La réunion des représentants des communes du territoire dalmate occupé (continent et îles), tenue à Spalato le 11 janvier 1919, a élu onze délégués chargés de porter à Paris les revendications de ces communes ; après un voyage de six semaines, les quatre soussignés seuls ont pu y parvenir.

« La consultation plébiscitaire a été pratiquée durant l'occupation italienne et elle a eu lieu dans toutes les communes occupées, à l'exception de 35 localités (comprenant 14.659 habitants) dans lesquelles elle

a été empêchée par les autorités italiennes d'occupation. Les résultats du plébiscite opéré dans la commune d'Obrovac ont été confisqués par les Italiens.

« Le territoire dalmate occupé comprend, d'après le recensement officiel de 1900, 35 communes groupant 395 localités et 297.181 habitants.

« Ce plébiscite est donc le résultat de la consultation de 282.522 habitants ou du 95,07 % de tous les habitants de la Dalmatie occupée. La majorité qui s'est prononcée pour l'union est dans 34 communes supérieures au 90 % de la population ; dans 24 communes, elle excède même 99 %.

« Dans la ville de Zara, sur une population totale de 14.056 habitants, 6623 d'entre eux se sont déclarés pour l'union avec l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes (47,12 %) et dans les faubourgs et dans la banlieue de cette commune, dont la population dépasse celle de la ville même, le 89,57 % de la population s'est prononcé en faveur de l'Union.

« Etant donné que l'Italie réclame les îles dalmates en se basant aussi sur la prétendue italianité de ses habitants, il importe de connaître le résultat du plébiscite de ces îles. Le voici :

« Se sont prononcés en faveur de l'union :	
Dans l'île d'Arbe	96,21 %
Dans l'île de Pago	96,72 %
Dans les petites îles près de	
Zara (communes de Sale et Silba)	99,85 %
Dans les petites îles près de Sebenico (commune de Zlarin)	97,96 %
Dans l'île de Lesina (communes de Hvar, Stari Grad, Vrboska, Jelsa, Bogomalje, Sucurac)	96,70 %
Dans l'île de Lissa	98,66 %
Dans l'île de Curzola (communes du Curzola, Blato, Valatuka)	96,57 %
Dans l'île de Lagosta	99,35 %
Dans l'île de Meleda	100,00 %

« Ci-joint, enfin, l'autorisation donnée par la Fédération des coopératives de crédit de Spalato, représentant 65.000 membres, tous pères de famille, c'est-à-dire la grande majorité de toute la population de la Dalmatie, et 300 associations dalmates, à l'effet d'exprimer la volonté de tous ses membres que la Dalmatie, qui est un pays éminemment slave, soit réunie à l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes.

« Au cas où le plus léger doute subsisterait quant à l'authenticité de ces documents ou sur l'affirmation que le peuple de la Dalmatie ne veut en aucun cas être rattaché à l'Italie, mais entend au contraire être uni à l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes, la délégation est autorisée à proposer qu'un plébiscite nouveau et complet soit organisé sous le contrôle d'une autorité alliée totalement désintéressée dans la question adriatique. »

## L'Italie et nous

Le journal « Samouprava », dans son éditorial du 23 mars, écrit :

« Plus la solution de la question de la frontière italienne est proche, plus les Italiens oublient qu'au point de vue international, ils sont toujours nos alliés et qu'ils doivent avoir certains égards indispensables envers des alliés honnêtes ». La « Samouprava » constate que presque toute la presse italienne propose d'injustes combinaisons politiques, montrant par là avec évidence des dispositions inamicales à l'égard des aspirations les plus justes de notre nation et des droits que nous avons acquis par de sanglants sacrifices. Et ces combinaisons se font avec des peuples qui ont lutté contre nous et contre les Italiens.

« Si les articles de cette presse reflétaient les vraies dispositions du peuple italien, l'Italie serait déjà avec nos ennemis. Ce n'est pourtant pas encore le cas, du moins officiellement.

L'intervention publique de l'Italie en faveur de l'ex-roi du Monténégro revêt toutefois un caractère nettement hostile. En appuyant ce que refuse le Monténégro et ce que son peuple condamne unanimement et sans retour, l'Italie emploie l'un de ces vieux procédés dont abusa l'Autriche. Ces procédés ne procureront aucun avantage à l'Italie. Par contre, nous n'oublions pas son geste.

L'« Idea Nazionale » défend avec acharnement les prétentions roumaines sur le Banat serbe. Le « Popolo d'Italia » accorde même aux Bulgares la ville de Vrania en Vieille Serbie et aux Albanais la ville serbe de Skoplië ; la « Tribuna » se lamente sur le sort des Yougoslaves que la Serbie veut asservir malgré les Italiens, alors que la Serbie, avec ses frères yougoslaves, doit défendre et défendre, mais avec de justes arguments, le littoral yougoslave contre les Italiens, qui y accomplissent des actes arbitraires et des violences.

Au début du différend avec l'Italie, certains journaux italiens offrirent de soutenir de tout leur pouvoir nos revendications, en s'opposant aux exigences italiennes et contre la Roumanie et la Bulgarie. En politiciens insuffisamment adroits, nous avons déclaré publiquement que nous ne pouvions pas consentir à d'indignes marchandages et trafiquer du sang de nos frères. Aujourd'hui, ces mêmes journaux, aveuglément dévoués à la politique gouvernementale, font des offres identiques à la Roumanie et à la Bulgarie. On y trouvera probablement des politiciens plus habiles qui accepteront ces offres. Nous n'en sommes cependant pas encore certains en ce qui concerne la Roumanie, mais nous savons bien que la Bulgarie saisira très joyeusement la main ainsi tendue amicalement par l'Italie. Nous avions offert, pour régler notre différend avec l'Italie, de le soumettre à l'arbitrage de M. Wilson, acceptant d'avance ses décisions, certains qu'elles seraient justes. L'Italie a refusé. Les Italiens ont exigé que les difficultés qui nous séparent soient solutionnées conformément à leurs appétits impérialistes ! En cas d'un refus, déjà formulé en fait par nous, ils ont prévu le passage de l'Italie dans le camp ennemi.

Pour mieux démontrer la possibilité de l'exécution d'une aussi monstrueuse menace, certains journaux, fidèles soutiens de la politique gouvernementale, l'ont donc déjà réalisée ; ils sont déjà du côté de nos ennemis bulgares.

Il est nécessaire que les Puissances qui sont nos amies et nos alliées n'oublient pas cette nouvelle évolution politique de l'Italie. Elles ne pourront nous faire le reproche, à nous, Serbes, Croates et Slovènes, de tirer pour l'avenir toutes conclusions utiles de cette attitude.

## Les Albanais et les Italiens

On mande de Salonique que le chef albanais Abit Lohche et ses partisans, soutenus par les soldats d'Essad-pacha, se sont rencontrés avec les Italiens qu'ils ont rejetés au-delà du défilé de Thafa-Bouli, occupé par les Albanais. Un soldat italien a été tué, deux sont blessés, 12 ont été faits prisonniers ; deux mitrailleuses ont également été prises.

On mande, de source autorisée, d'Orosche, frontière albanaise :

« Un général italien, accompagné de deux officiers supérieurs et de Prek-pacha ont été attaqués la semaine dernière dans la montagne, près de Scutari, par des Albanais commandés par Djet Tzondra, Albanais catholique, ancien officier d'Essad-pacha. Le général italien et toute sa suite ont été tués. »

## En Bulgarie

On nous mande de Belgrade que les autorités bulgares ayant voulu réquisitionner des denrées dans la région de Vidine, rencontrèrent une résistance armée de la part de la population. Un véritable combat, avec de l'artillerie et des mitrailleuses, se produisit autour du village de Gamsovo. Les paysans de cette région croient qu'ils redeviendront Serbes et se révoltent contre toute action bulgare. Les Bulgares avaient essayé auparavant de persuader la population de cette région que l'obligation s'imposait à tout bon Bulgare de quitter les pays limitrophes de la Serbie, mais leur appel resta sans résultat.

## Royaume des Serbes, Croates et Slovènes

Franchet d'Esperey  
citoyen d'honneur de Belgrade

On mande de Belgrade : « Le Conseil municipal de la ville de Belgrade a décidé de nommer le général Franchet d'Esperey, citoyen d'honneur de la capitale des Serbes, Croates et Slovènes. »

## Nos relations avec la Suisse

Notre presse tout entière, enregistrée avec un grand plaisir la nouvelle de la reconnaissance du royaume des Serbes, Croates et Slovènes par la Suisse. Les journaux serbes rappellent à cette occasion avec gratitude, la charité dont la Suisse a fait preuve lors de la guerre mondiale envers les Slaves du Sud en général et les Serbes en particulier.

## Production de tabac

On nous mande de Belgrade : « Le gouvernement serbo-croato-slovène a autorisé les cultivateurs de tabac à fournir cette année 18 millions de kilos de tabac. En avril prochain s'ouvrira à Nisch, une grande manufacture de tabac ; le tabac macédonien tiendra la première place dans cette production. »